

« Ce qui se passe en région Paca est insupportable ! »

Nicolas Dupont-Aignan, président de DLF, sera demain à Marseille pour défendre une liste « indépendante » loin des « tractations nauséabondes qui déconsidèrent la politique ».

Nicolas Dupont-Aignan peut-il incarner une « troisième voie » entre les deux favoris des sondages ? C'est le pari du président de Debout la France (DLF), au niveau national comme à l'échelon local. Aux élections régionales en Paca, ses couleurs seront portées par Noël Chuisano, qu'il viendra soutenir demain à Marseille. Bien décidé à faire entendre sa petite musique dans le concert des prétendants.

Votre tête de liste en Paca a changé mi-avril. Benoît Kandel s'est retiré en invoquant un « désaccord politique sur le fond ». C'est un coup dur ?

Non. Je m'entends très bien avec Benoît. Il m'avait prévenu qu'il avait une opportunité professionnelle à l'étranger. C'est un homme honnête : il ne se voyait pas faire campagne et, ensuite, être absent pendant un an. Il n'y a aucun désaccord politique entre nous. Entre colistiers, comme cela arrive souvent, il y a eu de petits froissements, des petites déceptions... Tout cela est réglé.

Noël Chuisano, déjà candidat en 2015, avait recueilli 2,5 % des suffrages. Pensez-vous que le contexte est plus favorable aujourd'hui ?

Évidemment ! En 2015, DLF n'avait pas la même notoriété. Le temps a prouvé que nous avions eu raison de prendre notre indépendance vis-à-vis de l'UMP en 2007. Avec tous les allers-retours de la liste

LR vers LREM, il y a besoin, plus que jamais, d'une liste représentant la droite républicaine !

« Les électeurs veulent sortir du piège Macron-Le Pen »

Quel est votre objectif ?

Sortir des petites soupes sur les petits feux, défendre un programme et une éthique. Plus que jamais, nous avons besoin de morale en politique. Les électeurs veulent sortir du piège Macron-Le Pen ! Ceux qui voteront pour nous constitueront un groupe indépendant pour la Région.

Cela implique que, si vous obtenez au moins 10 %, vous vous maintiendrez au second tour ?

Bien évidemment ! Nous ne voulons pas entrer dans ces tractations permanentes et nauséabondes qui déconsidèrent la politique. Ce qui se passe dans



« Muselier conduit une liste LR-LREM ! Il y a des dizaines de milliers d'électeurs de droite qui n'acceptent pas cette mélasse », martèle Nicolas Dupont-Aignan. (Photo archives Frantz Bouton)

votre région est insupportable ! La démocratie ne peut fonctionner que s'il y a de la clarté dans les choix.

Hubert Falco et Christian Estrosi ont claqué la porte de LR.

Vous comprenez leur décision ? Au moins, ils sont cohérents. Cela veut dire que Muselier conduit une liste LR-LREM ! Il y a des

dizaines de milliers d'électeurs de droite qui n'acceptent pas cette mélasse.

Il y a pourtant une liste LREM menée par Sophie Cluzel...

Oui, mais tout le monde a compris qu'ils seront unis au second tour. Et qu'ils souhaitent gouverner ensemble.

Pouvez-vous reprocher à Muselier de s'ouvrir à LREM quand, vous-même, vous signez un accord avec LR en Bourgogne Franche-Comté ?

Il y a une grande différence : l'accord que je signe avec LR est en opposition totale à LREM. Il est cohérent ; il n'y aura aucun accord de second tour avec les Marcheurs.

Dans le Var, vos valeurs seront défendues par Richard Sert,

qui a longtemps été le premier adjoint du maire RN de Fréjus. Est-il le meilleur candidat face au Rassemblement national ?

On offre aux habitants de la région Paca une alternative politique avec des candidats qui sont droits, honnêtes et qui défendent la transparence des choix publics. On ne s'occupe pas des autres.

Aujourd'hui, qu'est-ce qui vous distingue du RN ? Et de la frange droitière de LR incarnée, notamment, par Éric Ciotti ?

Il y a des points communs et des proximités, bien évidemment. Mais ce qui nous distingue, c'est le sérieux, la capacité à gouverner et l'honnêteté.

Mais sur le fond, en quoi votre projet est-il différent ?

Nous voulons mener la chasse aux gaspillages en réexaminant les dépenses ligne par ligne. Avec les économies ainsi réalisées, nous équiperons chaque rame de TER de deux agents de sécurité. En matière de transports, nous souhaitons améliorer la desserte de la vallée de la Roya et agir pour obtenir la gratuité des autoroutes. Nous prendrons aussi le relais de l'État pour éviter les faillites post-Covid.

Soutenir Le Pen en 2017, puis tendre la main à LR en 2021, est-ce favoriser la « clarté » ?

Lorsque Xavier Bertrand soutient Emmanuel Macron un quart d'heure après le premier tour, personne ne lui interdit d'être candidat. J'entends ce procès en sorcellerie permanent qui voudrait qu'on ait le droit de soutenir M. Macron au second tour et de se présenter au premier, alors qu'il en irait différemment avec Marine Le Pen. C'est absurde !

Pour la présidentielle, vous plaidez pour une primaire ouverte à tous les candidats opposés à Emmanuel Macron. Avez-vous eu des retours positifs ?

Non. Cela aurait permis, dès décembre prochain, de choisir le meilleur candidat pour battre

l'actuel Président. Mais Marine Le Pen veut le monopole du patriotisme. Comme M. Macron, elle

souhaît geler le paysage politique pour empêcher toute nouveauté.

Valeurs actuelles a publié dimanche une nouvelle tribune, émanant cette fois de militaires d'active (1). Vous aviez approuvé

la première ; vous validez également la seconde ?

Oui. Il n'y a rien de factieux. C'est une tribune d'alerte. Elle me paraît tout à fait pertinente. Il est temps qu'on prenne des mesures pour rétablir la sécurité.

Sur RMC, vous avez plaidé la « prudence » face à des « vaccins expérimentaux ». Avec une pandémie qui a fait 3,2 millions de morts dans le monde, est-ce une attitude responsable ?

Je n'accepte pas la caricature qu'on a faite de moi ! La vaccination est utile pour les personnes âgées ou celles qui souffrent de comorbidité. En revanche, elle n'est pas obligatoire pour les plus jeunes, pour lesquels la létalité est très faible. Il y a des traitements pour atténuer les formes graves de Covid ; on peut jouer sur les deux tableaux. Ce discours n'est pas accepté par une espèce de pensée unique.

Vous avez 60 ans : vous êtes-vous fait vacciner ?

Écoutez, j'en ai assez de ces questions inquisitoriales. Chacun est libre de ce qu'il fait. [Un silence] Au jour d'aujourd'hui, ce n'est pas le cas.

PROPOS RECUEILLIS PAR LIONEL PAOLI
lpaoli@nicematin.fr

1 : Ce texte accuse notamment le gouvernement de « lâcheté, fourberie, perversion ».